

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT
SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS
AGENCE MULTILATERALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 2 (F)

6 – 8 octobre 1998

Allocution prononcée par M. **MICHEL CAMDESSUS**,
Président du Conseil d'administration et
Directeur général du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des Gouverneurs du FMI

Allocution prononcée par M. Michel Camdessus
Président du Conseil d'administration
et Directeur général du Fonds monétaire international
devant le Conseil des gouverneurs du FMI
Washington, 6 octobre 1998

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de vous souhaiter très chaleureusement à tous la bienvenue, en particulier au Gouverneur de la République des Palaos, notre 182^e État membre, et de saluer parmi les observateurs M. Wim Duisenberg, premier Président de la Banque centrale européenne. Wim, je tiens à saisir cette occasion pour vous féliciter, au nom du FMI, de cet extraordinaire événement que vit l'Europe, l'instauration d'une monnaie unique, aboutissement de tant d'années de patients efforts et de convergence durable. Je tiens également à exprimer notre profonde gratitude au Président Clinton et au Président Menem pour avoir bien voulu se joindre à nous aujourd'hui, et pour les encouragements contenus dans leurs propos, qui ne manqueront pas d'inspirer notre action.

Mesdames et Messieurs les gouverneurs, nous nous retrouvons cette année au milieu d'une crise. Une crise qui a d'ores et déjà coûté des milliards de dollars, des millions d'emplois, et l'incommensurable tragédie des chances perdues et des espoirs anéantis pour une multitude de gens, surtout parmi les plus démunis.

C'est donc le moment de faire un bilan sans complaisance, de reconnaître les erreurs qui ont été faites et de prendre des mesures audacieuses. C'est ce que je me propose de faire avec vous, en ordonnant notre réflexion autour de quatre questions fondamentales :

- Où en sommes-nous?
- Que s'est-il passé?
- Quels pourraient être les piliers d'une nouvelle architecture financière?
- Comment, enfin, pouvons-nous dépasser la crise actuelle pour arriver à un système monétaire international plus sûr et plus solide?

* * * * *

I. Où en sommes-nous?

D'après ses analyses les plus récentes, le FMI estime qu'en l'absence de tout nouveau choc majeur, l'expansion de la production mondiale sera d'environ 2 % en 1998, soit tout juste la moitié de ce que nous prévoyions il y a un an.

Que s'est-il passé dans l'intervalle? Deux facteurs clés sont venus aggraver la crise qui a éclaté en Asie du Sud-Est. D'abord, il y a eu l'intensification d'une crise au coeur même de la crise — je veux parler de la récession et des perturbations du système financier au Japon. Ensuite, l'aggravation brutale de la crise en Russie a provoqué une nouvelle onde de choc à travers le monde. Aucun pays n'a été épargné. La contagion a gagné les marchés émergents, et notamment les économies latino-américaines, avant de se propager aux places financières d'Europe et d'Amérique du Nord. Et finalement, bouclant la boucle, la fièvre est revenue s'attaquer à l'Asie pour y miner le fragile espoir d'une prochaine reprise.

Cette contagion virulente a particulièrement éprouvé les pays dont les politiques économiques sont inadaptées et les institutions inefficaces, mais elle n'a pas épargné non plus les économies bien gérées. Nous n'avions pas soupçonné la puissance de ce virus qui s'est projeté au-delà des océans, attaquant par exemple l'Amérique latine parce que la Russie était en difficulté — et démontrant de façon spectaculaire à quel point les marchés émergents sont vulnérables aux brusques sautes d'humeur des marchés, avec les risques que cela implique lorsque des économies de taille relativement modeste bénéficient d'un afflux massif de capitaux à court terme!

Et cette deuxième onde de choc laisse la plupart des pays en développement face à une conjoncture très dégradée, à des apports de capitaux en très net recul et à des prix des produits de base en baisse :

- en Afrique, où grâce à de nombreux programmes d'ajustement bien conçus, le revenu par habitant avait augmenté pour la cinquième année consécutive;
- en Amérique latine, où nombre de pays avaient considérablement renforcé leurs politiques macroéconomiques et structurelles;
- dans les économies en transition dont beaucoup, après des années de mutations structurelles difficiles, se préparaient à une nouvelle année de forte croissance.

Tous ces pays, comme d'autres au Moyen-Orient et dans le reste du continent asiatique, doivent maintenant relever de redoutables défis.

Il est peut-être exagéré, à ce stade, de parler de récession mondiale. Mais la réalité des risques appelle une action immédiate. Heureusement, les fondamentaux restent solides dans les pays industrialisés d'Amérique du Nord et d'Europe. Depuis quelque temps, l'inflation est maîtrisée. L'expansion économique se poursuit aux États-Unis, tandis que la reprise s'est

encore affermie dans les pays de la zone euro. Mais même l'Amérique du Nord et l'Europe ne sont pas à l'abri de la crise, et commencent à en ressentir les effets. Il était donc opportun de reconnaître, comme l'ont déclaré récemment les représentants des pays industrialisés, qu'il faut désormais craindre davantage un recul de la demande que l'inflation. Leurs politiques volontaristes de soutien de la croissance et les perspectives de reprise graduelle dans les pays asiatiques en crise — si ces derniers continuent d'appliquer des politiques avisées —, nous permettent d'envisager un modeste redressement de la croissance mondiale en 1999, qui pourrait passer de 2 à 2½ %. Maints dangers persistent toutefois.

Si nous pouvons espérer des signes de redressement l'an prochain, ce sera grâce aux mesures décisives que de nombreux pays — dont certains appliquaient déjà des programmes que notre institution appuie — ont prises pour se prémunir contre la contagion. Un exemple au début de la crise est celui des Philippines, qui a réussi à endiguer le plus gros des vagues de contagion successives en prolongeant et en consolidant rapidement un programme qui donnait déjà de bons résultats. La réaction des pays d'Amérique latine, admirablement décrite par le Président Menem, est elle aussi digne d'éloges. En faisant front commun, ces pays ont invité les marchés à prendre davantage acte des progrès impressionnants qu'ils ont accomplis au cours des dix dernières années, et en particulier depuis la crise mexicaine. Ils ont créé les conditions qui permettraient au FMI de négocier promptement son concours financier, le cas échéant.

Tout cela signifie que nous ne sommes pas en 1928. Une récession à l'échelle mondiale peut être évitée. Si nous gardons notre sang-froid, si tous les pays suivent la voie de la stabilité, de l'ajustement structurel et de la libéralisation ordonnée de leurs économies, la crise peut être surmontée. Les pays qui se trouvent au coeur même de la tourmente peuvent en sortir plus forts et plus aptes à faire face aux enjeux des dix années qui viennent. Pour y parvenir et nous permettre de réagir comme il se doit, nous devons comprendre clairement ce qui s'est passé.

II. Que s'est-il passé?

Soyons clairs : nous ne parlons pas seulement de pays en crise, mais d'un système en crise — un système qui n'est pas encore suffisamment adapté aux possibilités et aux risques de la mondialisation.

Voyons d'abord le cas des pays et, pour commencer, celui de la Russie, dont la crise est la plus récente. Qu'est-ce qui a dérapé? Ce n'est pas la stratégie globale de réforme. Dans le cadre de cette stratégie qui a reçu l'appui de la communauté internationale pendant plus de sept ans, une transformation fondamentale s'est opérée peu à peu dans l'économie, la société et le système politique. L'économie s'est ouverte et résolument orientée vers le marché; l'inflation a été jugulée. La production avait finalement pris un tour positif en 1997 et, pour autant que le pays persévère dans l'effort de réforme, les perspectives d'expansion étaient satisfaisantes.

Une stratégie adéquate n'a pourtant pas suffi. En dépit des bonnes intentions du gouvernement, bien des tâches sont restées inaccomplies, et les réformes n'ont pas mobilisé un soutien suffisant. Au début de 1998, la situation s'est dégradée. La baisse des prix de l'énergie a porté un coup funeste aux termes de l'échange, qui est venu s'ajouter aux faiblesses structurelles et macroéconomiques — sérieux déséquilibres budgétaires, problèmes de gestion omniprésents dans le secteur public et les entreprises, précarité croissante du secteur financier et carences des institutions de marché. Cet été, les marchés ont fait tomber leur âpre verdict. Maintenant, dans notre dialogue avec le nouveau gouvernement, nous constatons que la Russie devra remettre l'économie sur une voie stable de reprise pour restaurer la confiance, gravement entamée par la restructuration unilatérale de la dette. Si la Russie peut recommencer à s'aider elle-même, et s'y employer de manière convaincante, en ralliant un large soutien aux réformes, le FMI se tiendra naturellement prêt à lui venir en aide.

Mais, plus tôt, que s'était-il passé en Asie, après des décennies de résultats remarquables? Comme en Russie, les crises ont pris trois dimensions. La première a été l'apparition de déséquilibres macroéconomiques, qui se sont traduits par des sorties de capitaux à court terme. La deuxième a pris la forme de problèmes critiques dans le secteur financier, reflétant le manque de solidité des institutions et des pratiques bancaires. La troisième est inhérente à la culture économique de ces pays, qui permet l'existence de liens anormalement étroits entre l'État, les banques et le secteur des entreprises. Cette vision d'un développement «dirigé» était tout simplement en porte-à-faux avec les exigences de la mondialisation.

À ce problème en trois dimensions, il fallait une triple réponse. S'agissant des deux premières dimensions — macroéconomie et secteur financier — nous étions plus ou moins en terrain connu. Quant à la troisième dimension, elle représentait pour nous et pour d'autres organismes des défis plus nouveaux : manque de transparence, dérapages de la gestion et corruption. Mais des réformes sont dès à présent mises en oeuvre : certaines ont d'ores et déjà eu des effets positifs; d'autres, qui s'attaquent à des problèmes profondément ancrés, prendront davantage de temps.

En bref, à une crise sans précédent, il fallait que nous apportions une réponse sans précédent, en nous aventurant parfois dans des zones inexplorées et troublées. Cette réponse a pris la forme de vastes programmes d'urgence, qui ont été adaptés suivant les besoins, et qui donnent des résultats.

Voyons ce qui a été réalisé. En matière de stabilisation — au sens strict du terme — le travail est bien avancé. En Corée et en Thaïlande, et même en Indonésie, les taux de change et les taux d'intérêt se sont stabilisés et se rapprochent de niveaux plus appropriés. L'inflation est maîtrisée. Les positions extérieures se sont remarquablement consolidées, puisque les déficits courants ont fait place à de larges excédents. Mesdames et Messieurs les gouverneurs, nous devons tous de féliciter vos collègues des pays en crise pour la vision et le courage dont ils ont fait preuve afin d'atteindre ces résultats. Mais nous ne sommes que trop conscients des lourdes pertes de production et des coûts sociaux considérables qui ont accompagné ces

progrès. La situation des marchés de capitaux ne s'est pas encore redressée de façon convaincante. Par conséquent, même si certaines des conditions nécessaires à une reprise de la croissance sont remplies, nous sommes malgré tout loin d'avoir abouti.

Ces pays doivent persévérer et mener résolument à bonne fin leurs programmes d'ajustement et de réforme, en s'assurant que les plus pauvres en bénéficient. Les coûts sociaux sont élevés, trop élevés, même si en Asie, comme ailleurs, nous avons encouragé les autorités à réserver une place suffisante aux dépenses sociales, en assouplissant au besoin les objectifs budgétaires. Et je tiens à vous dire que nous applaudissons l'initiative, lancée par la Banque mondiale, qui vise à accroître dans une large mesure le financement des dispositifs de protection sociale dans les pays qui ont entrepris des réformes douloureuses.

Dans l'ensemble, ces programmes commencent à donner des résultats, mais ils ne suffiront pas. Pour que ces pays — et cela vaut pour tous les pays — puissent aborder le siècle prochain avec de meilleures perspectives à long terme, la communauté internationale tout entière doit s'engager dans un effort concerté pour remédier aux faiblesses majeures du système mondial que cette crise a mises en relief, à savoir :

1. le manque de respect aux règles de la transparence dans le monde — secteur public et secteur privé, au niveau national et international — qui mine la crédibilité des politiques économiques, la stabilité des marchés et l'efficacité de la surveillance que nous exerçons;
2. les carences des systèmes financiers;
3. l'entrebâillement des marchés des capitaux qui a facilité, en l'absence quasi totale de réglementation, la circulation de capitaux à court terme potentiellement instables, alors que les entrées de capitaux non génératrices d'endettement étaient assujetties à des restrictions légales ou administratives — c'est-à-dire exactement l'inverse de ce qui aurait dû arriver;
4. l'hésitation à définir les modalités d'une participation des institutions privées à la prévention et à la solution des crises;
5. enfin, alors que des formes perfectionnées d'intermédiation financière à l'échelle mondiale se sont rapidement développées, nous avons tardé à mettre en place des pratiques et une réglementation des marchés mondiaux fondées sur l'expérience et sur des institutions crédibles pour les appliquer.

Monsieur le Président, si nous souhaitons — puisque nous devons — parvenir à une croissance et à une stabilité durables et de haute qualité, nous avons besoin d'un système commercial et financier mondial à la fois ouvert et bien réglementé, qui garantisse l'accès à l'information indispensable pour évaluer les risques, et qui puisse compter sur la communauté internationale pour exercer une surveillance ferme garantissant la crédibilité et la prévisibilité des politiques nationales. Cela signifie que nous devons remédier aux cinq carences que je viens de mentionner.

En bref, si nous voulons poursuivre pendant le prochain demi-siècle les prodigieuses avancées de ces cinquante dernières années, nous devons bâtir une nouvelle architecture pour le système monétaire international.

III. Quels doivent être les piliers de la nouvelle architecture financière?

Ce nouvel édifice doit reposer sur cinq principes fondamentaux — transparence, solidité des systèmes financiers, participation du secteur privé, libéralisation ordonnée des mouvements de capitaux, et modernisation des marchés mondiaux — étayés par des normes de conduite optimales et les moyens de les faire respecter. Je n'ai pas besoin de revenir sur la plupart de ces principes puisque le Comité intérimaire s'en est déjà fort bien chargé.

- **Transparence.** C'est la règle d'or. Une information et une analyse de haute qualité sont essentielles pour l'élaboration d'une bonne politique macroéconomique et la participation aux marchés : il y a un temps pour tout. Les nouvelles normes de diffusion des données ont d'ores et déjà été mises en place par le FMI — c'est un premier pas — et nous nous employons à renforcer et à élargir notre surveillance. Les gouvernements auront tout à gagner, pour l'élaboration de leur politique économique, à adopter le nouveau code de bonne conduite en matière de transparence des finances publiques et le code de transparence de la politique monétaire et financière qui est en préparation. Les opérateurs devront aussi être astreints à plus de transparence — notamment par de nouveaux règlements ou obligations de publicité financière — pour garantir un meilleur fonctionnement des marchés. L'efficacité de cette réforme dépend, au bout du compte, de la volonté des pays membres et des opérateurs d'adopter les normes de transparence et de l'efficacité avec laquelle le FMI les utilise dans l'exercice de la surveillance.
- **Renforcement des systèmes bancaires et financiers.** C'est une pierre angulaire de l'édifice. Vous avez très clairement défini l'objectif auquel nous devons tendre, aussi complexes que puissent être les modalités d'exécution. Il importe de mettre en place des structures de réglementation et de surveillance solides et étayées par des normes uniformes et universelles en matière de comptabilité, de vérification des comptes, d'assurances, de valeurs mobilières, de systèmes de paiements et de contrôle bancaire. Le FMI est en train de renforcer ses capacités dans ce domaine en recentrant sa surveillance bilatérale et multilatérale de même que ses activités d'assistance technique et de formation. Agissant de concert avec la Banque mondiale, d'autres organisations internationales et des organismes nationaux, il est essentiel que nous fassions rapidement connaître et appliquer les principes et les bonnes pratiques dont dépend la stabilité financière.
- **Participation du secteur privé.** C'est un élément crucial, étant donné que le secteur privé constitue la première source de financement pour de nombreux pays. Vous avez clairement indiqué que le secteur privé devrait, au minimum, s'associer volontairement

et dans un esprit de coopération à la prévention et à la solution des crises financières. Pour l'avenir, à la lumière des précieux enseignements qui se dégagent des efforts d'aide aux pays touchés par la crise asiatique, deux objectifs viennent à l'esprit. Premièrement, créer les incitations appropriées pour susciter une participation durable du secteur privé aux marchés de capitaux internationaux, ce qui réduirait le risque de retournements inopinés; deuxièmement, éviter par là même l'aléa moral. Nous devons approfondir notre réflexion sur ces questions, et la participation du secteur privé à cette réflexion sera sans aucun doute essentielle.

- **Libéralisation.** La crise a fait renaître, ici et là, la tentation de revenir à des méthodes de contrôle dépassées. Mais vous avez évité une querelle idéologique en confirmant votre attachement à la liberté des échanges et des paiements et en nous invitant sans équivoque à mener à bien le mandat que vous nous avez confié à Hong Kong. L'objectif devrait être de progresser prudemment et de façon ordonnée sur la voie d'un système libéral de mouvements de capitaux dans le contexte de réformes financières correctement échelonnées et d'équilibres macroéconomiques bien ancrés. Parallèlement, nous invitons instamment les quarante pays membres qui n'ont pas encore accepté les obligations de l'article VIII à le faire dans les meilleurs délais.
- **Modernisation des marchés internationaux, qu'il faut assujettir à des normes universelles de bonne conduite.** L'objectif est simple et mérite d'être rappelé : assujettir toutes les opérations financières internationales à des pratiques et à une discipline semblables à celles qui ont été peu à peu établies et sont maintenant appliquées sur les places financières les plus efficaces. Pour ce faire, nous avons besoin d'instituer des normes internationales uniformes non seulement dans les domaines monétaire et financier qui relèvent essentiellement de la compétence du FMI, mais également en matière de comptabilité, de vérification des comptes, de faillite et de gouvernement d'entreprise, qui sont du ressort d'autres organisations. Naturellement, il ne suffira pas de se contenter de diffuser des normes. Tous les secteurs devront s'y conformer : les pratiques ayant cours dans les entités du secteur public et du secteur privé devront être modifiées; le secteur public peut y contribuer rôle en renforçant les incitations à adopter les normes et à les respecter; et la surveillance du FMI doit être modifiée de manière à donner à la communauté internationale l'assurance que les nouvelles règles sont effectivement appliquées.

Cela suffira-t-il? D'aucuns pourraient dire que ces propositions ne sont pas suffisamment audacieuses, que les normes et codes de bonne conduite s'appuient excessivement sur le consensus, la confiance mutuelle et un sens des responsabilités exceptionnel de la part de tous les acteurs. Ils pourraient préconiser l'application de règles ou de taxes à l'échelle mondiale, mais je ne pense pas qu'un consensus se matérialisera dans ces conditions. Je propose plutôt que nos cinq éléments servent de base à un large accord fondé sur un principe de subsidiarité, à savoir qu'il n'est opportun d'agir au niveau mondial que si l'action au niveau national ou régional ne suffit pas. Cela signifie, bien entendu, que les

autorités nationales de réglementation doivent adopter à leur niveau toutes les mesures propres à renforcer leur système financier, notamment en s'attaquant de manière décisive au grave problème posé par le manque de transparence et l'absence de contrôle des fonds spéculatifs et des transactions qui s'effectuent sur de nombreuses places off-shore.

La combinaison de ces cinq éléments, cimentés par votre détermination à tous, peut aboutir, j'en ai la conviction, à la mise en place du système solide et stable que nous appelons tous de nos vœux. Mais de nouveaux défis, de nouvelles crises même, surgiront. Pour y faire face, nous devons intensifier la coopération internationale, en particulier dans l'état actuel des choses, alors que nous devons rénover le système et gérer la crise, deux tâches difficiles à mener de front. Cela nous amène à l'impératif le plus essentiel aujourd'hui : définir la stratégie qui permettra de sortir de la crise.

IV. Sortir de la crise

Certes, la tâche qui nous attend est complexe, mais c'est dès maintenant que nous devons nous mettre à l'oeuvre. Même dans ces conditions, il nous faudra probablement des années d'avancées progressives pour la réaliser. Comment donc, dans l'immédiat, trouver un nouveau terrain d'entente sur la manière de passer de la situation actuelle à un monde plus sûr reposant sur la nouvelle architecture? À chacun sa tâche.

Premièrement, les économies les plus robustes : à l'heure actuelle, les pays industrialisés sont manifestement les moteurs de la croissance mondiale. Les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales du G-7 viennent de réaffirmer une ferme volonté de préserver ou de favoriser la croissance intérieure et la stabilité financière de leurs économies. Voilà des paroles bienvenues, mais il faut les traduire en actes et ne pas relâcher notre vigilance. Il est particulièrement urgent d'agir au Japon. Deuxième plus grand pays industrialisé, le Japon joue un rôle central dans l'économie mondiale, surtout en Asie. Mais à l'heure actuelle, son économie est tenaillée par les problèmes du secteur financier et des entreprises. L'adoption de mesures décisives pour remettre en état promptement et résolument le système financier, tout en poursuivant la déréglementation, l'ouverture et les réformes structurelles, et en maintenant simultanément l'effort de relance budgétaire jusqu'à ce que la reprise s'entretienne d'elle-même, vaudra aux autorités les encouragements et les éloges les plus chaleureux de la communauté internationale.

Deuxièmement, les pays qui se reconstruisent doivent, à condition qu'ils poursuivent avec la plus grande détermination la mise en oeuvre des programmes convenus, pouvoir compter sur l'appui de la communauté internationale. Chacune des parties intéressées doit sérieusement se demander s'il n'y a pas autre chose à faire pour assurer leur réussite :

- les banques et autres créanciers privés, en accélérant la restructuration et, le cas échéant, la réduction de la dette du secteur privé ou public, et en maintenant les lignes de crédit et le financement des échanges commerciaux;

- les créanciers et bailleurs de fonds bilatéraux officiels, en accordant leur concours, en tant que de besoin, en particulier lorsque leurs engagements constituent une seconde ligne de défense ou, de manière plus générale, en reconnaissant que le soutien bilatéral est essentiel pour que le FMI soit en mesure de jouer son rôle catalyseur; à cet égard, je me réjouis particulièrement de l'initiative annoncée par le Japon en faveur des pays asiatiques et de la volonté exprimée par l'Espagne, avec l'appui d'autres pays de l'UE, de contribuer au financement de programmes appuyés par le FMI en Amérique latine.

Troisièmement, les pays qui s'efforcent de lutter contre la contagion doivent avant tout résister à la tentation de restructurer unilatéralement leur dette, d'adopter des mesures protectionnistes ou de soutenir artificiellement l'expansion par un financement inflationniste. Ils préféreront se doter des moyens d'anticiper les difficultés et d'y réagir promptement. Ils doivent continuer de mettre à exécution des programmes fondés sur une ferme discipline monétaire et budgétaire, l'ajustement structurel, la consolidation des systèmes financiers, la transparence et la bonne gestion des affaires publiques et privées.

Ces pays doivent pouvoir compter sur l'appui du FMI et de la communauté internationale, comme c'est déjà le cas pour environ soixante-quinze d'entre eux, qui appliquent des programmes que nous appuyons ou négocient actuellement leur mise en place avec notre institution. Oui, soixante-quinze pays! Que de crises évitées et de croissance préservée! Néanmoins, pour certains d'entre eux, la tâche est si difficile que le FMI pourrait être amené à élargir l'appui qu'il leur donne actuellement. Je pense ici en particulier à des pays d'Afrique, de Transcaucasie et d'Asie centrale, ou d'Amérique latine. Nous ne fuirons pas nos responsabilités et, en cas de besoin, nous prendrons de nouvelles mesures à cet effet.

Cela nous amène au **quatrième** point, le financement du FMI. Des personnalités plus éminentes que moi l'ont proclamé. Dans un monde en rapide mutation, un monde où les marchés peuvent déstabiliser même des économies florissantes, le FMI doit disposer d'une assise financière adéquate pour remplir comme il faut son mandat.

Plusieurs questions doivent maintenant être réglées le plus tôt possible, parmi lesquelles l'augmentation des quotes-parts est la plus urgente et doit être résolue le plus tôt possible, mais aussi l'adhésion aux Nouveaux Accords d'emprunt et la ratification de l'allocation de DTS que vous avez approuvée l'an dernier.

Il me faut aussi rappeler que le FMI doit recevoir sans plus tarder les ressources nécessaires à la reconstitution de la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). C'est une condition *sine qua non* pour que notre contribution à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), à l'assistance aux pays sortant d'un conflit et au soutien des programmes d'ajustement et de réforme dans les pays les plus pauvres — en particulier en Afrique — soit à la mesure de la tâche. Mesdames et Messieurs les gouverneurs, j'insiste sur

ce point, car la poursuite et je dirais même le redoublement de nos efforts dans ces pays pauvres doit faire partie intégrante de notre nouveau consensus.

Et, **cinquièmement**, dans cette recherche d'un consensus sur la voie à suivre pour sortir de la crise, il faut adapter nos institutions à ce nouveau monde, et cela s'applique au FMI lui-même. On dit qu'il ne faut pas réformer le corps de pompiers lorsque l'incendie fait rage. Je pense quant à moi que nous devons au moins nous mettre à l'ouvrage. En fait, je dirais que l'une des grandes forces du FMI, c'est sa faculté de réforme interne, au moment même où il porte secours à ses pays membres de par le monde. Nous persévérons, cela va de soi, dans l'effort que nous avons engagé pour améliorer notre rôle dans la prévention et la gestion des crises. Nous chercherons comment être mieux à même de venir en aide plus efficacement — en particulier au stade préventif — aux pays qui appliquent des politiques saines dans une conjoncture financière mondiale difficile. Mais nous devons aller encore plus loin.

Je vois actuellement plusieurs moyens de faire du FMI une institution qui soit davantage à l'écoute de ce nouveau monde.

- Vous conviendrez tous, je pense, que le FMI ne doit pas être dispensé d'observer la règle d'or de la transparence. Aussi redoublerons-nous d'effort pour rendre publiques et pour soumettre à une évaluation externe une part beaucoup plus grande de nos activités. L'évaluation de la FASR est maintenant achevée, et la surveillance, notre activité centrale, est à l'étude. Mais le principal obstacle à une plus grande transparence réside, comme vous le savez, dans le respect de la confidentialité auquel nous sommes tenus pour poursuivre avec chacun d'entre vous un dialogue totalement ouvert. Dès qu'un consensus interne se sera dégagé sur le degré de confidentialité à observer, nous serons prêts à publier les documents que vous nous demandez encore de considérer comme confidentiels. Travaillons ensemble à concilier ces deux impératifs.
- Nos instruments juridiques doivent être eux aussi réévalués. La question de l'amendement des Statuts du FMI se pose à deux égards : il s'agit, d'une part, de faire de la libéralisation ordonnée des mouvements de capitaux l'un des buts du FMI et d'étendre, par voie de conséquence, sa compétence. Nous avons déjà entamé nos travaux dans ce domaine. Mais la question d'un autre amendement est soulevée par un aspect plus particulier de l'architecture, un aspect encore controversé : la nécessité de faciliter la restructuration ordonnée de la dette en perdition. Je me réjouis de la décision prise par le Conseil d'administration de revenir sur cette question.
- Nous devons prêter davantage d'attention à une question qui revient souvent et qui est celle de la responsabilité politique. Chaque fois qu'un programme que le FMI appuie dans un pays a une incidence qui dépasse largement la sphère économique, on remet en cause la légitimité de son action en tant qu'institution technique. Mais il ne s'agit

- pas seulement de responsabilité. Il s'agit souvent du pouvoir dont nous devons disposer pour remplir comme il convient la tâche que vous nous avez confiée. C'est pourquoi je réaffirme ici mon soutien total à la proposition du gouvernement français, qui suggère qu'il est temps de songer à transformer le Comité intérimaire en un «Collège» ayant un véritable pouvoir de décision, et non plus simplement un rôle consultatif. Cette transformation, depuis longtemps prévue par l'article XII, section I, des Statuts, serait le couronnement des efforts que nous déployons pour mettre en place une nouvelle architecture crédible et aboutirait à la création d'un organe dont les membres seraient collectivement responsables des tendances déterminantes du système monétaire et financier international. Elle contribuerait pour une grande part à la nouvelle dimension qu'il importe de donner à la coopération en offrant à vos représentants au sein du Collège une instance centrale par laquelle ils pourraient s'exprimer en toute légitimité, avec pleine autorité et d'une seule voix.
- Enfin, deux importants facteurs semblent indiquer qu'il y a lieu de revoir les modalités de la surveillance multilatérale exercée par le FMI. Le premier est l'ampleur des mouvements déstabilisateurs des marchés des changes, révélée par la crise asiatique. Le second est, avec l'accession de l'euro au rang des grandes unités monétaires internationales, la coopération qui pourrait s'établir entre les autorités monétaires du système multipolaire appelé à se créer dans les années à venir. Sans nul doute, un nouvel équilibre monétaire international s'établira, qui devra être maintenu sous surveillance, et c'est là une tâche fondamentale à laquelle le FMI doit se préparer.

* * * * *

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, j'ai voulu développer ce matin des points d'une importance primordiale pour l'avenir de l'économie mondiale. Je suis convaincu, pour ma part, qu'il existe une voie — certes étroite — qui nous permettra de sortir de la crise. Vous pouvez compter sur le FMI et sur son personnel compétent et vaillant pour vous aider résolument à atteindre vos objectifs fondamentaux : stabilité monétaire, croissance de haute qualité, protection des plus pauvres et développement humain. Vous pouvez compter sur le FMI pour s'adapter promptement au nouveau monde et se montrer ambitieux dans sa propre réforme. Et vous pouvez compter sur le FMI pour venir en aide à tous les pays membres, quelle que soit la nature de leurs difficultés.

Mais, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, le FMI ne peut aider que ceux de ses membres qui s'emploient à se sauver eux-mêmes. Et il ne peut le faire tout seul. Nous travaillons de concert avec la Banque mondiale et les banques de développement régionales, mais nous avons aussi besoin de votre appui. Nous avons besoin de vous qui êtes nos partenaires, nos actionnaires, ceux à qui incombent les décisions finales et l'ultime responsabilité.

Unissons nos efforts pour achever les travaux que nous venons d'évoquer. Avec votre appui, sous votre conduite, le FMI que vous avez placé au centre du système financier, continuera fièrement à accomplir la mission qui lui a été confiée.